

50-03  
CIV.OPS./226/64

Léopoldville, le 7 février 1964

A: Monsieur S. Laurent, Conseiller juridique principal  
De: A. C. Gilpin, Chef adjoint des Opérations civiles  
Objet: Projet d'Ordonnance-loi portant création d'un Ordre National  
congolais - Votre memorandum du 4 février

J'ai lu avec intérêt le projet d'Ordonnance-loi créant un Ordre National congolais que vous avez été chargé d'élaborer par le Ministre de la Justice, à la demande du Cabinet de Monsieur le Président de la République. Je vous remercie vivement de m'en avoir tenu informé.



OPERATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION  
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

50-53  
FEB 5 1964

ACTION

Le 5 février 1964 *Griffy 232*

A : Monsieur le Chef des Opérations Civiles  
Du : Conseiller Juridique Principal  
Objet : Terme du Contrat des Magistrats.

*Griffy*  
☐ - Action Completed  
☐ - Acknowledged  
☐ - No Action Required  
INITIALS

J'ai l'avantage de signaler à l'attention de Monsieur le Chef des Opérations Civiles que le contrat d'engagement d'un certain nombre de magistrats recrutés par l'ONU, et en service au Congo, arrive à terme dans les soixante jours (60) à venir. Ci-joint la liste de ces magistrats avec, en regard, les dates d'échéance.

Dans l'opinion du soussigné, il conviendrait de prendre, sans tarder, toutes les dispositions utiles pour clarifier cette situation.

Ces juristes engagés par l'ONU formant la majorité des magistrats employés dans les services judiciaires au Congo, leur départ signifierait la fermeture de la plupart des Tribunaux et Parquets.

On estime qu'il est urgent que cette question soit envisagée sans délai et qu'une prompte décision soit trouvée.

Le Ministre de la Justice, rentré à Léopoldville pour un court séjour de trente six heures, m'a demandé, avant de regagner Luluabourg, d'exposer à Monsieur le Chef des Opérations Civiles la situation dramatique avec laquelle serait confronté son Département au cas où une solution n'était pas trouvée dans les trente (30) prochains jours.



Liste des Magistrats dont le contrat  
arrive à terme au mois d'avril 1964

---

1 -	Samih DEIF . . . . .	31 mars 1964
2 -	Gérard Ch. ALERTE . . . . .	1er avril 1964
3 -	Roger BONCY . . . . .	"
4 -	René COLIMON . . . . .	"
5 -	André MOISE . . . . .	"
6 -	Luc PIVERGER . . . . .	"
7 -	Gaston SAM . . . . .	"
8 -	Luc TIMOTHE . . . . .	"
9 -	Fouad HAJ-ALI . . . . .	7 avril 1964
10 -	Saad RENNO . . . . .	"
11 -	Abdel Ghaffar HOSNI . . . . .	16 avril 1964 *
12 -	Saad Ibrahim TAKLA . . . . .	"
13 -	Mamoud Rouchdy MOUSTAPHA . . .	23 avril 1964
14 -	Hamed WASFY . . . . .	"
15 -	Panos NICOLAKAKI . . . . .	28 avril 1964
16 -	Constantin PPAKIRICOU . . . . .	29 avril 1964



15-03

ACG/mep

CIV.OPS./203/64

*File*

5 February, 1964

To: Mr. G. Oederwall, Controller of Public Finance  
Mr. F. Galy, Principal Adviser on Public Administration  
Mr. W. Janssen, President of the Monetary Council  
Mr. S. Laurent, Principal Adviser on Judiciary

From: B. F. Osorio-Tafall, Chief of Civilian Operations

Subject: Future financing of Judiciary. Project 50-03

I shall be grateful if you will attend a meeting in my office  
..... at 5 p.m. on Friday 7 February, to discuss the attached memorandum  
from Mr. Gilpin, outlining proposals for the future financing of  
Project 50-03, Judiciary.



OPERATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION  
IN THE CONGO

CIV.OPS./189/64

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE : ONUC. LEOPOLDVILLE

4 February, 1964

To: Mr. B. F. Osorio-Tafall, Chief of Civilian Operations  
From: A. C. Gilpin, Deputy Chief, Civilian Operations  
Subject: Future financing of Judiciary (Project 50-03)

1. There are at present 47 judges in the Congo under United Nations auspices. The annual cost in foreign exchange amounts to \$594,070. The judges are one of three main groups of experts for whom financing is being sought at the DAC meeting.

2. In case financing is not forthcoming, it may be assumed that the Congolese Government will nevertheless wish to retain the services of some, if not all, of the United Nations judges. Rather than ask the Government to refund the cost to the United Nations, it would be preferable to transfer the judges to government service, under direct contract with the Government. This is envisaged in the judges' contracts (see Art. IV in specimen contract, attached).

3. In order that contracts with the Government will be acceptable to the judges, it will be necessary to establish certain safeguards to ensure regular payment in Congolese francs and foreign exchange, in the proportions specified in the contracts. For this purpose, it is suggested that

- (a) a small administrative unit be established in the Ministry of Justice, under the supervision of the United Nations Principal Adviser on Judiciary, to be responsible for the administration of the judges' contracts; this would be similar to the unit already established in the Ministry of Education for dealing with foreign teachers; alternatively this responsibility might be assigned to the existing unit (suitably re-inforced), dealing with foreign experts, in the Ministry of Fonction Publique;
- (b) the Monetary Council be asked to set aside, in a special account, the necessary foreign exchange for that portion of the judges' remuneration payable in foreign exchange. The overall cost of the judges should be included in the budget of the Ministry of Justice.

4. Until the general supply position becomes easier, it may also be necessary to continue UN commissary privileges for the judges, especially those posted outside Léopoldville and Elisabethville.

5. With the introduction of the above arrangements, it should be possible to transfer the judges to direct government service, either on the expiry of their present contracts with the United Nations, or earlier, depending on the outcome of the DAC meeting. In this connection, it may be noted that the contracts of 40 of the 47 judges are due to expire in the course of 1964.

*omit.*  
6. We might usefully arrange a meeting with Messrs. Cederwall, Jenssen and Galy (public administration) to discuss this matter. I have already discussed it with Mr. Laurent (judiciary). *acc.*



CONTRAT  
entre

L'Organisation des Nations Unies et M. Saad KHAYO

ATTENDU que l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement de la République du Congo (ci-après dénommé "le Gouvernement") sont sur le point de conclure un accord en vertu duquel le Gouvernement pourra demander à l'Organisation de lui prêter assistance en lui fournissant les services de personnes qui exerceront des fonctions gouvernementales au Congo;

ATTENDU que la République du Congo a un besoin urgent de personnel qualifié pour exercer des fonctions touchant l'administration de la justice au Congo conformément à la Constitution et aux lois de la République;

ATTENDU que le Gouvernement a demandé à l'Organisation des Nations Unies de l'aider à trouver les personnes qualifiées en question et à s'assurer leur concours pour la magistrature de la République;

ATTENDU que l'Organisation des Nations Unies, pour donner suite à la demande précitée, a proposé M. Saad KHAYO, et que le Gouvernement de la République du Congo a décidé de nommer M. Saad KHAYO Magistrat de la République;

ATTENDU qu'en exécution de l'arrangement décrit ci-dessus, l'Organisation des Nations Unies désire s'assurer les services de M. Saad KHAYO (ci-après dénommé "le Magistrat"), lequel est disposé à accepter l'emploi proposé;

EN CONSÉQUENCE, les Parties au présent Contrat sont convenues de ce qui suit:

ARTICLE PREMIER

Fonctions du Magistrat

1. Les fonctions du Magistrat seront les suivantes:

~~Ministère du Procureur d'Etat~~

Elles pourront être modifiées de temps à autre d'un commun accord par le Gouvernement et le Magistrat.

## ARTICLE II

### Obligations de l'Organisation des Nations Unies

1. L'Organisation des Nations Unies versera au Magistrat un traitement équivalent à **6.130** dollars des Etats-Unis par an, dans les monnaies suivantes: **50% minimum en monnaie libanaise, le solde en monnaie libanaise et (ou) en monnaie canadienne.**

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 5 ci-après, l'Organisation des Nations Unies paiera au Magistrat:

- a) Les frais de voyage et indemnités de subsistance du Magistrat et des personnes reconnues à sa charge lors de l'engagement et de la cessation de service;
- b) Des indemnités pour charges de famille;
- c) Une indemnité de poste;
- d) Une indemnité d'installation;
- e) Une indemnité d'affectation;
- f) Une indemnité pour frais d'études et les frais de voyage aller et retour des enfants à charge;
- g) Une indemnité de non-titulaire calculée au taux de 8 p. 100 de **6.130** dollars des Etats-Unis par année de service ou une prime de rapatriement;
- h) Une assurance-groupe (vie, décès accidentel et perte d'un membre);
- i) Les soins médicaux.

3. Sous réserve des dispositions du paragraphe 5 ci-après, l'Organisation des Nations Unies remboursera tous les impôts sur le revenu que le pays dont le Magistrat est ressortissant, ou le pays où il réside normalement, pourra percevoir sur le traitement et les émoluments connexes versés au Magistrat en vertu du présent Contrat.

4. a) L'Organisation des Nations Unies fera tout son possible pour obtenir du Gouvernement que le Magistrat bénéficie du congé annuel et du congé de maladie dans des conditions comparables en général à celles qui s'appliquent à ses fonctionnaires appartenant à la catégorie des agents engagés au titre d'un projet;



- b) Sous réserve des dispositions du paragraphe 5 ci-après, l'Organisation des Nations Unies prendra des dispositions pour que des indemnités raisonnables puissent être versées en cas de décès, d'accident ou de maladie du Magistrat, imputables, de l'avis de l'Organisation, à l'exercice des fonctions officielles au service du Gouvernement qui sont définies dans le présent Contrat;
- c) En cas de décès du Magistrat ou d'une personne reconnue à sa charge, l'Organisation des Nations Unies paiera les dépenses afférentes au transport du corps du lieu de décès jusqu'au lieu où le Magistrat aurait eu le droit de retourner. Ces dépenses comprendront un montant raisonnable pour l'embaumement du corps.

5. Les prestations mentionnées dans le présent article seront fournies par l'Organisation des Nations Unies suivant des dispositions, conditions, définitions et limitations semblables, d'une manière générale, à celles qui s'appliquent aux fonctionnaires appartenant à la catégorie des agents engagés au titre d'un projet. Conformément à la pratique actuellement suivie par l'Organisation des Nations Unies au Congo, le Magistrat percevra une indemnité de subsistance pour la durée de sa mission au lieu de l'indemnité de poste, de l'indemnité d'installation et de l'indemnité d'affectation respectivement mentionnées aux alinéas c), d) et e) du paragraphe 2 ci-dessus jusqu'au moment où l'Organisation des Nations Unies décidera d'instaurer pour le Congo un système d'indemnités de poste et d'indemnités d'installation.

L'Organisation des Nations Unies ne sera tenue de payer les frais de voyage et indemnités de subsistance des personnes reconnues à charge du Magistrat que s'il existe un logement satisfaisant dans le lieu d'affectation où le Magistrat aura initialement manifesté le désir de faire venir lesdites personnes à charge de leur lieu de résidence habituel.

### ARTICLE III

#### Obligations du Magistrat

1. Dans l'accomplissement de sa tâche, le Magistrat doit respecter la Constitution et les lois du peuple congolais et sera régi par elles; il s'acquittera de sa tâche et exercera ses fonctions de magistrat en tout honneur, et dévouement, en pleine et parfaite impartialité et en toute conscience. Il ne sollicitera ni n'acceptera d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucune autorité extérieure à la République du Congo.



2. Le Magistrat doit, en toutes circonstances, avoir une conduite qui s'accorde parfaitement avec les buts des Nations Unies et soit conforme au statut que lui confère le présent contrat. Il ne doit se livrer à aucune forme d'activité incompatible avec les buts des Nations Unies ou l'exercice convenable de ses fonctions auprès du Gouvernement. Il doit éviter tout acte et, en particulier, toute déclaration publique de nature à discréditer son statut ou incompatible avec l'intégrité, l'indépendance et l'impartialité que ce statut exige.

3. Le Magistrat doit observer la plus grande discrétion sur toutes les questions officielles. Sauf dans l'exercice de ses fonctions ou avec l'autorisation du Gouvernement, il ne doit à aucun moment communiquer à qui que se soit ou utiliser dans son intérêt propre un renseignement dont il a eu connaissance du fait de sa situation officielle et qui n'a pas été rendu public. La cessation des services prévus au présent contrat ne le dégage pas de ces obligations.

#### ARTICLE IV

##### Possibilité pour le Gouvernement d'assumer des obligations de l'ONU

1. Toute somme ou prestation ou tout droit que l'Organisation des Nations Unies est tenue de verser ou d'accorder au Magistrat en vertu du présent contrat pourra l'être soit directement par elle, soit, si elle le juge bon, par le Gouvernement conformément aux arrangements qu'elle pourra conclure avec lui.

2. Le Magistrat admet que le Gouvernement pourra à tout moment, après que le présent contrat aura été en vigueur pendant un an, être substitué à l'Organisation des Nations Unies en qualité de co-contractant si l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement conviennent d'une telle substitution. En pareil cas, le terme "Gouvernement" remplacera, là où il y a lieu, les références à l'Organisation des Nations Unies qui figurent dans le présent contrat, étant entendu que les prestations mentionnées à l'article II dudit contrat continueront, conformément au paragraphe 5 de cet article, d'être versées ou fournies par le Gouvernement suivant des dispositions, conditions et définitions semblables, d'une manière générale, à celles qui s'appliquent aux fonctionnaires des Nations Unies appartenant à la catégorie des agents engagés au titre d'un projet, étant entendu en outre que les dispositions de l'Accord visé au premier alinéa du préambule ci-dessus relatives au règlement des différends s'appliqueront au lieu des dispositions de l'article V du présent contrat, étant entendu enfin que le paragraphe 3 du présent article ne s'appliquera pas entre le Gouvernement et le Magistrat.



3. L'Organisation des Nations Unies pourra, après que le présent contrat aura été en vigueur pendant un an, y mettre fin à tout moment, moyennant préavis écrit d'un mois, si elle conclut avec le Gouvernement un accord en vertu duquel ce dernier offre au Magistrat un contrat dont les clauses sont, de l'avis de l'Organisation des Nations Unies, semblables dans l'ensemble à celles du présent contrat. Nonobstant les dispositions du paragraphe 3 de l'article VI ci-dessous, le Magistrat n'aura droit à aucune indemnité de licenciement s'il est mis fin au présent contrat en vertu du présent paragraphe.

#### ARTICLE V

##### Règlement des litiges

L'Organisation des Nations Unies établira une procédure d'arbitrage pour examiner et trancher les litiges entre elle-même et le Magistrat dans lesquels ce dernier invoque l'inobservation des clauses du présent contrat.

#### ARTICLE VI

##### Dispositions générales

le 8 avril 1962

1. Le présent contrat prendra effet ~~le 8 avril 1962~~  
et restera en vigueur jusqu'au 7 avril 1964.

2. Le présent contrat pourra être modifié d'un commun accord par l'Organisation des Nations Unies et le Magistrat, compte tenu notamment des modifications qui pourront être apportées de temps à autre à l'Accord susvisé entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement. Bien que le Magistrat ne reçoive pas la qualité de fonctionnaire du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, toute question pertinente non prévue dans le contrat sera réglée suivant les pratiques administratives du Secrétariat.

3. Chacune des Parties pourra mettre fin au présent contrat en donnant par écrit un préavis d'un mois. Si l'Organisation des Nations Unies met ainsi fin au contrat, elle versera au Magistrat une indemnité équivalant à une semaine de traitement pour chaque mois de service qui reste à accomplir en vertu du présent contrat. Le présent contrat vient d'office à expiration à la

date indiquée au paragraphe 1 du présent article. Son titulaire ne doit pas compter qu'il sera renouvelé ou converti en un engagement quelconque dans le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

En foi de quoi les soussignés ont apposé leur signature.

\_\_\_\_\_  
(Le Magistrat)

**(Pour le Directeur du Personnel)**

\_\_\_\_\_  
(Pour le Secrétaire général  
de l'Organisation des  
Nations Unies)

\_\_\_\_\_  
Date

**le 18 mai 1962**  
\_\_\_\_\_  
Date



50-53

CIV.OPS./189/64

4 February, 1964

To: Mr. B. F. Osorio-Tafall, Chief of Civilian Operations  
From: A. C. Gilpin, Deputy Chief, Civilian Operations  
Subject: Future financing of Judiciary (Project 50-03)

1. There are at present 47 judges in the Congo under United Nations auspices. The annual cost in foreign exchange amounts to \$594,070. The judges are one of three main groups of experts for whom financing is being sought at the DAC meeting.
2. In case financing is not forthcoming, it may be assumed that the Congolese Government will nevertheless wish to retain the services of some, if not all, of the United Nations judges. Rather than ask the Government to refund the cost to the United Nations, it would be preferable to transfer the judges to government service, under direct contract with the Government. This is envisaged in the judges' contracts (see Art. IV in specimen contract, attached).  
.....
3. In order that contracts with the Government will be acceptable to the judges, it will be necessary to establish certain safeguards to ensure regular payment in Congolese francs and foreign exchange, in the proportions specified in the contracts. For this purpose, it is suggested that
  - (a) a small administrative unit be established in the Ministry of Justice, under the supervision of the United Nations Principal Adviser on Judiciary, to be responsible for the administration of the judges' contracts; this would be similar to the unit already established in the Ministry of Education for dealing with foreign teachers; alternatively this responsibility might be assigned to the existing unit (suitably re-inforced), dealing with foreign experts, in the Ministry of Fonction Publique;
  - (b) the Monetary Council be asked to set aside, in a special account, the necessary foreign exchange for that portion of the judges' remuneration payable in foreign exchange. The overall cost of the judges should be included in the budget of the Ministry of Justice.

./.



4. Until the general supply position becomes easier, it may also be necessary to continue UN commissary privileges for the judges, especially those posted outside Léopoldville and Elisabethville.
5. With the introduction of the above arrangements, it should be possible to transfer the judges to direct government service, either on the expiry of their present contracts with the United Nations, or earlier, depending on the outcome of the DAC meeting. In this connection, it may be noted that the contracts of 40 of the 47 judges are due to expire in the course of 1964.
6. We might usefully arrange a meeting with Messrs. Cederwall, Jenssen and Galy (public administration) to discuss this matter. I have already discussed it with Mr. Laurent (judiciary).



50-03

*Be*

L/37/64

29 January 1963.

TO: Mr. Charles L. Carter, Chief Technical Assistance  
Recruitment Services, Office of Personnel, New York

FROM: Mr. Hubert Amdur, Chief of Civilian Operations

SUBJECT: Mr. Laurent Laurent

Reference is made to Mr. Amdur's memo of 17 December 1962 to  
Mr. O'Connor concerning the reclassification of Mr. Laurent.

Enclosed herewith please find a job description covering the  
duties of Mr. Laurent from 15 May 1962, the date of his arrival  
in the Congo, broken down as follows:

- May 1962 to August 1962 - "Conseiller Juridique au Ministre  
du Postes, Télégraphes et des Télécommunications"
- August 1962 to May 1963 - "Conseiller Juridique au Ministre  
de la Justice"
- 1 May 1963 to present - "Senior Consultant, Judiciary and  
"Conseiller Juridique Principal au  
Ministère de la Justice".

I hope that it will now be possible for 1963 to authorize the  
reclassification of Mr. Laurent to the P-5 level in the light of  
this job description and I recommend that such an action be made  
effective retroactively to 1 May 1963, the date he assumed his  
present duties.

With regard to Mr. Laurent's unsigned contract, as you will  
have noticed from the functions outlined in the attached job  
description for the period May 1962 to May 1963, he has never  
served in the capacity of "Conseiller Juridique d'Assemblée  
Législative ou Juge de Tribunal de Première Instance". Under  
the circumstances and as already agreed by Miss Whelan (vide  
her letter to Mr. Lansky dated 10 March 1963) the best solution  
would be to change Mr. Laurent's title on the original contract  
to that of Legal Adviser. We are therefore returning herewith said  
contract for the necessary action. We might add that Mr. Laurent  
agrees to sign the contract giving the latter functional title.

50-03

CIV.OPS./179/64

Léopoldville, le 3 février 1964

A: Monsieur S. Laurent, Conseiller juridique principal  
De: A. C. Gilpin, Chef adjoint des Opérations civiles  
Objet: Réintégration au Service de M. Saad Renno  
Votre memorandum du 31 janvier

Je suis heureux d'apprendre que les accusations contre M. Saad Renno se sont révélées comme étant entièrement sans fondement et qu'il a été réintégré au Service.

Il est regrettable que les services de M. Renno aient été  
plus de  
inutilement perdus pendant une période de/deux mois, en attendant le  
résultat de l'enquête.



OPERATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION  
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

10-03  
JAN 31 1964

ACTION

Le 31 janvier 1964

A : Monsieur le Chef des Opérations Civiles  
Du : Conseiller Juridique Principal  
Objet : Réintégration au Service de M. Saad Renno.

TO: *Gifford* 4232  
☒ Action Completed  
☐ Acknowledged  
☐ No Action Required  
INITIALS

1 - Au mois de novembre 1963, Monsieur Saad Renno, Substitut du Procureur d'Etat à Luluabourg, provisoirement attaché au tribunal de District de Léopoldville, avait été frappé d'une mesure de suspension de trois (3) semaines par M. le Ministre de la Justice, qui avait ordonné une enquête administrative à l'encontre du magistrat.

2 - L'enquête menée par le Parquet Général, n'ayant rien révélé à sa charge, M. Renno a été réintégré dans ses fonctions et muté à Coquilhatville en qualité de Substitut du Procureur d'Etat.



OPERATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION  
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

Le 22 novembre 1963

A : Monsieur Habib Ahmed, Chef des Opérations Civiles  
Du : Conseiller Juridique Principal *[Signature]*  
Objet : Mesure de suspension à l'encontre de M. Renno Saad.-

- ....
1. Il est transmis en annexe, à Monsieur le Chef des Opérations Civiles, copie signée de la lettre du Ministre de la Justice, informant le sus-signé de la mesure de suspension prise à l'encontre du magistrat Saad Renno, engagé par l'ONUC au Congo.
  2. Cette lettre, par elle-même, est assez explicite pour que je m'abstienne d'y faire, pour le moment, aucun commentaire.
  3. En ce qui concerne la position de M. Renno vis-à-vis de l'ONUC, j'ai ouvert une enquête personnelle et soumis au magistrat un questionnaire auquel il devra répondre. Jusqu'à ce jour, M. Renno n'en a pas encore remis ses réponses. Dès que cette pièce me parviendra, je me ferai le devoir de vous la soumettre.

NOV 22 1963

ACTION

TO:	Mr. Galpin
1	
2	
3	
<input checked="" type="checkbox"/>	Action Completed
<input type="checkbox"/>	Action Wledged
<input type="checkbox"/>	No Action Required
INITIALS <i>[Signature]</i>	

232

*Lettre. Son Excellence  
repartir ass. r. A Renno,  
signé "d'accord" by  
Bouloko.*



Léopoldville, le 20 novembre 1963

A Monsieur le Conseiller Juridique  
Principal

à Léopoldville

Monsieur le Conseiller Principal,

Je suis au regret de porter à votre connaissance que j'ai dû prendre la décision de frapper M. Saad Renno, juge désigné au tribunal de District de Léopoldville, d'une suspension de trois semaines à partir du 20 novembre en cours.

Cette mesure est motivée par le fait que M. Renno a, le 30 septembre écoulé, par des moyens qu'il reste à définir, porté le Chef du Cabinet du Ministère de la Justice à adresser, au nom du Ministre, une lettre au Premier Président de la Cour d'Appel de Léopoldville, invitant ce dernier à confirmer l'Ordonnance No 62/63 par laquelle le président du tribunal de première instance le déleguait, lui Renno, comme juge du tribunal de District de Léopoldville.

La lettre en question, de par sa nature et en raison de la personnalité du fonctionnaire à qui elle était adressée, ne pouvant être signée par un simple Chef de Cabinet, n'a pas manqué d'attirer l'attention de M. le Président de la Cour d'Appel qui m'en fit rapport. Il ne fait pas de doute que le Chef de Cabinet n'a agi comme il l'a fait que sur les démarches pressantes de M. Renno.

C'est là un procédé indigne d'un membre du corps judiciaire qui, vous en conviendrez, mérite d'être sévèrement sanctionné. Aussi ai-je décidé de prendre contre M. Renno la mesure plus haut indiquée,



en attendant que le cas soit soumis à l'instance compétente pour examen et rapport.

Je vous renouvelle, Monsieur le Conseiller Principal, ma considération distinguée.

Le Ministre de la Justice  
et Garde des Sceaux



J. Bomboko